

30 juin 2020

PROSPECTIVE POST PANDÉMIE : A QUOI PEUT RESSEMBLER LE MONDE D'APRÈS ?

Une contribution de la Société Française de Prospective¹

Présentation

Ce document est une contribution de la SFdP aux très nombreuses réflexions qui se sont développées en France et à l'international face à la catastrophe du coronavirus. Basé sur une synthèse limitée des informations et idées publiées dans les médias et revues, à portée prospective, ce texte se concentre sur « le monde d'après ». Il s'agit d'un document appelé à être développé et à évoluer en fonction des commentaires et compléments envoyés par les membres de la SFdP et tout lecteur intéressé par ce texte.

Une question de méthode : le choc de la pandémie et ses multiples conséquences pose à la prospective un défi méthodologique inédit. Il s'agit de penser et discerner les traces que va laisser un choc brutal sur l'humanité toute entière. Cette « prospective des traces » implique une démarche nouvelle, mise en œuvre dans cet exercice. Il s'agit dans un premier temps (phase I) de faire une forme d'inventaire de ces traces, puis dans un second temps (phase II) de retenir celles qui paraissent les plus irréversibles et les plus structurantes pour l'avenir, et de construire sur ces bases des scénarios crédibles sur les évolutions à plus ou moins long terme. Nous en sommes précisément à la première phase.

Après une introduction positionnant le choc de la pandémie comme inducteur d'une possible bifurcation pour les sociétés humaines (section 1), sont identifiés plusieurs traits qui semblent structurants pour l'avenir : une humanité troublée par sa vulnérabilité (2) ; des pouvoirs redistribués, avec un retour de l'État-nation, non exempt de tendances

¹ Note rédigée par Jean-Eric Aubert (président), Christine Afriat et Jacques Theys (vice-présidents), avec des apports de François Rousseau et Francine Depras (administrateurs). Ce texte est complété par des contributions rédigées par des adhérents et réunies dans une Annexe (Contributions de Loïc Andrien, Evelyne Bertin, Jacques Boivin et Thierry Gaudin) -- Annexe également disponible sur le site de la SFdP).

autoritaires et des contestations en réaction (3) ; des économies appauvries, endettées, et en recherche de nouveaux modes de régulation (4) ; l'expérimentation de nouveaux modes de vie et systèmes de valeurs (5) ; un réaménagement de la scène géopolitique mondiale (6). La conclusion revient sur les multiples crises qui se profilent et les capacités d'adaptation des sociétés (7). Des points de vue détaillés sur la France figurent dans des encarts.

Table des matières

Introduction	4
Encart 1 -- Létalité et mortalité du virus	4
1. Une grande bifurcation dans l'histoire humaine ?.....	5
2. Une humanité troublée.....	6
Encart 2 -- Les origines des virus.....	7
3. Les pouvoirs redistribués et contestés	9
Encart 3 -- Une France secouée et potentiellement éruptive.....	12
4. Des économies sens dessus dessous.....	15
Encart 4. Après l'effondrement de mars-avril 2020, quelles perspectives pour l'économie française ?	16
Encart 5 Typologie des métiers selon leur vulnérabilité	22
5. Des modes de vie et des valeurs renouvelés	23
Encart 6 -- Un espace-temps perturbé	24
6. Des réaménagements géopolitiques.....	28
Encart 7 – L'Europe lente à réagir, mais renforcée ?.....	30
7. De multiples crises difficiles à résorber.....	33

Introduction

La mort, sinon la peur de la mort, a envahi la planète – voir [encart 1](#). La priorité donnée à la santé a arrêté la marche de l'économie partout dans le monde. C'est la première fois dans son histoire qu'un tel évènement se produit.

La mort transforme les esprits. Elle ébranle les consciences. Ce sont ces ébranlements – de nature anthropologique au sens le plus fort du terme -- qui vont induire les évolutions au long cours de l'humanité.

Dans son « *Essai sur le don* », Marcel Mauss avait inventé le terme de « fait social total ». Pour Etienne Klein², la pandémie en cours représente davantage encore : c'est un « fait mondial total », puisqu'elle concerne l'humanité tout entière. Elle touche tout le monde, directement ou indirectement, et chacun a quelque chose à en dire.

Peut-être les mouvements qui émergent aujourd'hui se dissiperont-ils lorsqu'on retrouvera progressivement le monde d'avant la catastrophe ? On peut en douter tant le choc est violent et inédit. On peut penser aussi que plus la période de cohabitation avec le virus sera longue et difficile (par exemple, avec des re-confinements), plus les ébranlements, et les mutations qui les accompagnent, seront profonds et durables.

Encart 1 -- Létalité et mortalité du virus

Sur la létalité (nombre de morts rapporté au nombre de personnes infectées) et la mortalité (nombre de morts rapporté à la population), les estimations varient. Il est difficile d'estimer de manière fiable car on ne connaît pas très précisément ni le nombre de personnes contaminées (faute de tests systématiques), ni même le nombre des morts (plus important que les statistiques publiées -- qui dans beaucoup de pays n'intègrent que les morts en hôpital). Il y a les chiffres officiels : environ 10 millions de contaminés et 500000 morts à la fin juin 2020. Il y a aussi des estimations scientifiques divergentes. En outre, le taux de létalité varie beaucoup suivant les régions et les pays. Selon l'estimation de l'OMS donnée début mars, il était de 3,4% au niveau mondial. Dans les rares cas où l'on a pu faire des tests systématiques, par exemple sur les bateaux qui étaient touchés par le virus, la létalité a pu être estimée entre 0,5 et 1%.

Le plus important est de distinguer ce qui se serait passé sans confinement et avec confinement. L'Imperial College (Neil Ferguson) a estimé que, sans confinement ni dépistage précoce, il y aurait eu entre 30 et 40 millions de morts dans le monde à la fin de la contagion. Pour la France un chiffre de 200.000 victimes potentielles est évoqué. On est donc, en termes de risque, dans des ordres de grandeur qui ne sont pas très éloignés de la pandémie de la « Grippe espagnole », qui avait tué environ 50 millions de personnes en 1918-19.

Ces données peuvent donner lieu d'une part à un jugement confirmant la gravité de la pandémie, et d'autre part à un jugement la relativisant puisqu'elle a été jusqu'à présent contenue grâce au confinement, et qu'elle n'est pas très létale (comparée à d'autres pandémies). Ce qui justifie, pour certains, que l'on puisse dire que c'est plus la peur de la mort que la mort qui a envahi la planète.

² *Up Magazine*, 30 avril 2020

1. Une grande bifurcation dans l'histoire humaine ?

Trois transitions

L'avenir semble pouvoir se décomposer en trois périodes.

Le court terme, d'un à deux ans : le temps de se débarrasser du virus ou de le tenir à distance ; au minimum, le temps d'apparition d'un vaccin, s'il est possible d'en concevoir un³.

Le moyen terme, vision à 3 - 7 ans : le temps nécessaire pour que la crise économique et ses répercussions sociales et politiques se résorbent ; car des secousses en série vont survenir, après les réactions financières massives des gouvernements, on peut s'attendre logiquement à de l'inflation, des crises sur les dettes, peut-être l'éclatement de systèmes monétaires... Du coup, le chômage de masse et l'appauvrissement des populations nés du blocage de l'économie mondiale ne vont se résorber que lentement ; des tensions sociales sont à prévoir, liées aux pénuries alimentaires, aux profondes inégalités mises en lumière par la crise du Coronavirus, et à la gestion de la crise par les gouvernements, tensions sociales pouvant aller jusqu'aux émeutes, voire aux révolutions dans certains pays.

Le long terme, sur plusieurs décennies, à l'échelle du siècle : la « Grande transition », telle que proposée par la Société française de prospective⁴, portée par le changement climatique, les évolutions démographiques, la révolution numérique, et d'autres mouvements séculaires – Grande transition qui peut être soit choisie, soit subie, suivant les comportements que l'on aura et les politiques que l'on mettra en œuvre.

Le virage de la Grande transition est aujourd'hui à négocier dans les conditions difficiles de la gestion des crises de court et moyen termes, qui ouvrent toutefois des opportunités de changement en mettant à bas des pans entiers de l'ordre ancien. Plus précisément, il s'agit de savoir si l'impact de la catastrophe sanitaire du COVID 19 va induire une bifurcation significative par rapport aux évolutions que l'on pouvait imaginer avant qu'elle se produise. Ou bien sera-t-elle un épiphénomène dans l'histoire de l'humanité ?

Focus sur le moyen terme – Horizon 2030

Nous allons nous concentrer sur le moyen terme. C'est, en effet, ce qui semble le moment charnière – ce qui va se passer à court terme étant déterminant pour l'intensité et la rapidité des phénomènes à venir, plus qu'influent sur leur nature.

³ Ce sera difficile s'il s'avère que l'immunité acquise n'est pas durable. C'est une hypothèse crédible aujourd'hui, d'après de récentes études, qui indiquent que nombre de personnes infectées et touchées par la maladie pourraient avoir ré-attrapé le virus.

⁴ Dans son ouvrage « La Grande transition de l'humanité, De Sapiens à Deus », FYP Éditions, 2018 ;

Les scénarios pour le court terme sont très contrastés⁵. Les plus optimistes prévoient une sortie de crise, du seul point de vue économique, vers la fin 2021, et un rebond progressif de la croissance après un appui massif et coordonné des principaux acteurs de l'économie mondiale – grands pays et institutions internationales. Le chômage atteindra cependant des niveaux considérables (jusqu'à 20 pour cent de la population active dans certains pays). Mais la situation sera compliquée par les autres dimensions de la crise – sanitaire, sociale, politique.

Pour ce qui est du très long terme, le cadrage, évidemment, est plus difficile. L'ouvrage de la SFdP sur la Grande transition (publié en 2018) gardait plusieurs options ouvertes, et probablement celles-ci le demeurent. Mais il rappelait aussi que les deux prochaines décennies seront décisives, notamment pour le climat, et que nous entrons dans une période d'incertitude et de vulnérabilité majeure. Ce qui est probable, en tout état de cause, c'est que l'humanité se trouvant dans une situation de catastrophes ou de chaos devra impérativement trouver un nouvel équilibre, que cela prendra du temps (des décennies, une génération au moins), et que cela exigera de trouver, ou plutôt construire, un nouvel horizon de sens, de nouvelles « disciplines » à maints égards⁶.

Encadrés par ces perspectives sur le court terme et sur le temps long, examinons maintenant ce qu'il peut se passer dans la décennie à venir. Nous listerons des évolutions dans les mentalités, les comportements et les institutions qui devraient se manifester de manière assez générale à travers le monde. Ces observations résultent d'une synthèse très partielle et très succincte des informations, analyses et points de vue innombrables qui sont publiés dans les médias et les revues, et dont nous avons retenues celles qui nous semblaient avoir une portée prospective. Elles se présentent comme des hypothèses de travail qu'il conviendra de confirmer ou d'infirmer au fil des semaines et mois à venir.

2. Une humanité troublée

La perception de l'humanité par elle-même

L'humanité, à tout le moins sa partie « occidentale », se découvre :

⁵ Par exemple, ceux proposés par *Futuribles*, 15 juin 2020.

⁶ Thierry Gaudin revisitant « 2100, récit du prochain siècle » (publié en 1990), observe que ce récit prévoyait le déclenchement d'une crise mondiale en 2020, après 40 ans de montée progressive de désordres en tout genre (financiers, sociaux, environnementaux). Ce n'était pas à cause d'une épidémie massive – qui n'était pas dans l'imaginaire de l'époque, mais plus à cause des dérèglements induits par des réseaux mafieux. S'en suit une remise en ordre dans le cadre d'une « société d'enseignements ». Celle-ci durerait aussi une quarantaine d'années. Ces rythmes de 40 ans pourraient correspondre au temps nécessaire pour la montée en puissance des nouvelles générations, dont les valeurs remplacent ou complètent celles des générations précédentes. « Virus et prospective », note du 19 avril 2020.

- vulnérable, incroyablement vulnérable, alors qu'elle se croyait toute puissante (qu'on songe au transhumanisme) ;
- interdépendante, intégrée, beaucoup plus qu'elle ne l'imaginait, très intégrée comme l'a montré la propagation du virus, ainsi que les chaînes de production et d'exportation de masques, de médicaments, etc., intégration que provoque aussi un partage continu et massif d'informations sur internet ;
- à la fois solidaire et divisée, solidaire comme l'a montré par exemple la mobilisation des chercheurs autour de la planète pour améliorer les traitements, trouver des vaccins, et divisée comme l'a montré la fermeture brutale des frontières entre les pays par peur des contaminations.

La perception de la nature

L'humanité est en passe de renoncer au projet cartésien de se rendre, grâce à la science, maître (et possesseur) de la nature, suivant le mot de Descartes. Elle en a brisé les équilibres – par les relations perturbées avec les animaux et les écosystèmes plus généralement -- et l'infection est partie de là, semble-t-il ([encart 2](#)). Pour certains, la nature « s'est vengée ». On réalise, plus fortement qu'avant, qu'il va falloir changer notre rapport au vivant et à la nature, la respecter, restaurer la biodiversité.⁷

Encart 2 -- Les origines des virus

Les conditions d'apparition du coronavirus sont encore incertaines, et notamment la source de contamination – un marché d'animaux, une fuite de laboratoire ? Cependant l'origine de l'animal est établie... VIH, MERS, SRAS, Zika, Ebola, Chikungunya, grippe aviaire : 65 % des maladies infectieuses émergentes sont des zoonoses, c'est-à-dire des agents pathogènes transmis des animaux à l'homme, et 72 % trouvent leur origine dans le monde sauvage (Histoire des pandémies, Michaël Greger). Dans sa composition moléculaire, le coronavirus responsable du Covid19 ressemble en partie à un virus présent chez les chauves-souris du groupe des rhinolophes, et en partie à un virus qui circule chez une espèce de pangolin d'Asie du Sud-est. Si le coronavirus a été transmis par la chauvesouris, il est possible que la déforestation intensive soit en cause. Si le scénario du pangolin est vérifié, la destruction des habitats naturels et le commerce illégal des espèces menacées sont à l'origine de la pandémie. Les humains n'ont eu de cesse de s'installer dans des zones toujours plus reculées, mettant à mal les écosystèmes naturels indispensables à la survie de l'homme. Ces perturbations se produisent dans un contexte de circulation continue et massive des personnes, des marchandises et des animaux, qui favorise la propagation des virus.

Pour la première fois depuis très longtemps – et à une échelle planétaire et globale, nous rencontrons quelque chose dont la puissance est bien supérieure à la nôtre et qui parvient à nous mettre à l'arrêt pendant des mois, comme le souligne Emanuele Coccia. D'autant plus qu'il s'agit d'un virus, c'est-à-dire du plus ambigu des êtres sur Terre, celui pour lequel on a

⁷ Voir les articles de Philippe Grandcolas dans le Monde du 8 avril 2020 et de Jean-François Guégan dans le Monde du 17 avril 2020.

du mal même à parler de « vivant » : il habite le seuil entre la vie « chimique » qui caractérise la matière et la vie biologique, sans qu'on puisse définir s'il appartient à l'une ou à l'autre.⁸

On fait, inévitablement, un lien avec la question climatique : en dépit des bonnes résolutions et des mobilisations des ONG et de la jeunesse, les mesures prises jusqu'à présent ont été bien insuffisantes ; après le choc du virus, on se dit, dans de plus en plus de milieux, que si l'on n'engage pas les actions nécessaires dès maintenant, on va aussi subir les catastrophes entraînées par le changement climatique.

Le paradoxe est qu'au moment où le coronavirus nous rappelle notre dépendance et notre vulnérabilité face à la nature – liée à l'entrée dans l'Anthropocène – la crise actuelle pourrait conduire transitoirement, en lien avec l'urgence d'une reprise économique, à remettre au second plan les enjeux liés à la transition écologique - qui ont aussi leur urgence propre.

La catastrophe et l'imaginaire

Au niveau global où nous la subissons aujourd'hui, une telle pandémie, avec des effets aussi dramatiques, était considérée, inconsciemment, comme impossible. Elle n'était pas, ou plus, dans les imaginaires. Des millénaires d'exposition de l'humanité aux épidémies avaient disparu de l'inconscient individuel ou collectif – au moins dans les pays occidentaux. Mais aussi des préoccupations de nombreux responsables politiques ou administratifs.

C'est pourquoi malgré les alertes données non seulement par quelques visionnaires mais aussi par des comités scientifiques établis par les gouvernements, elle n'a donné lieu à une politique de précaution et de préparation des populations que dans très peu de pays (essentiellement les pays asiatiques, comme la Chine, Singapour, la Corée et Taiwan, qui avaient été lourdement touchés par le SRAS et la Grippe aviaire H1N1).

La question qui va se poser est celle de l'extension de ces approches de précaution à d'autres formes de catastrophe : le « big one » (le tremblement de terre majeur attendu en Californie), un volcan énorme qui explose, un incident cybernétique mondial⁹...

Par le choc qu'elle produit, la crise actuelle fait naître ou redonne force à une profusion d'imaginaires – qui se manifeste lors des situations historiques exceptionnelles. Parmi eux, ceux liés à la catastrophe occupent, naturellement, une place importante. Il n'est pas étonnant que les propositions pour un catastrophisme éclairé¹⁰ et les prophéties des

⁸ Emanuele Coccia, « La Terre peut se débarrasser de nous avec la plus petite de ses créatures », propos recueillis par Nicolas Truong, *Le Monde*, 3 avril 2020.

⁹ Voir les travaux du « Future of the Humanity Institute » de l'Université d'Oxford sous la direction de Nick Bostrom ...

¹⁰ Jean-Pierre Dupuy, *Pour un Catastrophisme éclairé*, Editions du Seuil, 2002.

« collapsologues »¹¹ retiennent de plus en plus l'attention. Dans le même temps, en venant interrompre le cours du temps et une certaine forme de déterminisme, la crise actuelle est venue ré-ouvrir positivement l'imaginaire politique et le champ des possibles.

Elle vient nourrir l'imaginaire des climatologues, dont certains d'entre eux considèrent que « la pandémie préfigure en accéléré la propagation du réchauffement climatique », les réactions individuelles et collectives semblant les mêmes face aux épidémies et aux désordres environnementaux. A ce titre, « la crise provoquée par le coronavirus constitue en quelque sorte une répétition générale, un crash test, pour les sociétés humaines¹² ».

Nombre d'entre nous n'ont vu dans la catastrophe qu'une confirmation de nos croyances les plus solides. La violence du choc, la barbarie à laquelle elle a donné lieu – de la dénonciation de ses voisins à la dénonciation et au rejet d'institutions mondiales en passant par l'arrêt des rites funéraires ou le tri des patients – ont néanmoins créé la stupéfaction, et mis de l'imprévu dans notre quotidien, à tel point qu'un théoricien de la collapsologie a pu titrer « la pandémie a créé une brèche dans l'imaginaire des futurs politiques¹³ ».

3. Les pouvoirs redistribués et contestés

Le retour de l'État-nation

L'idéologie de la mondialisation avait eu tendance à faire oublier la nation comme réalité politique centrale¹⁴. L'idéologie du libéralisme avait eu tendance à effacer l'État comme principal instrument opérationnel des sociétés¹⁵.

La situation a changé du tout au tout : la lutte contre le virus ou contre ses conséquences mobilise au premier chef les autorités nationales, l'État qui apparaît seul capable d'assurer la sauvegarde du collectif dans l'urgence ; et la nation retrouve ses frontières pour empêcher l'entrée de l'étranger, supposé porteur du virus. Il est à craindre, cependant, que cela relance ou renforce des excès protectionnistes et nationalistes. Si ce repli est explicable, il est néfaste à long terme. Dans la lutte contre le virus et ses conséquences, la coopération internationale au niveau mondial est capitale¹⁶.

¹¹ Voir l'article de Jacques Theys, « *Prospective, catastrophe et collapsologie* » in revue *Annales des mines, « Responsabilité et Environnement »*, n°98, avril 2020.

¹² Edouard Bard, dans *Le Monde* du 25 avril 2020

¹³ Pablo Servigne, dans *Le Monde* du 10 avril 2020

¹⁴ Sur ce retour de l'État nation, voir l'entretien de Pierre Manent dans *le Figaro* du 23 avril 2020

¹⁵ Il faut ici se souvenir avec Pierre Rosanvallon que « l'État hygiéniste » a été le premier grand vecteur de l'action publique » et pour lui la crise sanitaire marque le grand retour de l'État hygiéniste.

¹⁶ Yuval Noah Harari, *the world after coronavirus*, *Financial Times*, 20 mars 2020.

Cependant, les institutions internationales politiques et financières, débordées face à la catastrophe et ses conséquences, risquent fort d'être discréditées, et ce d'autant plus qu'elles sont d'ores et déjà mises en cause par certains hauts responsables politiques ; les institutions internationales techniques devraient être au contraire renforcées et plus écoutées (santé, météo) ; les Unions régionales, à l'instar de l'UE, sont mises en question et devraient, à terme, être soit renforcées, soit fortement affaiblies, sinon disloquées.

Les gouvernements pris de court

Les pouvoirs publics, dans la plupart des pays, ont été pris de court, étant mal préparés à l'épidémie, ayant négligé de conserver les stocks de masques, de médicaments et de tests nécessaires, poussés par des visions de court terme et des politiques d'optimisation des flux.

Face à la pandémie, ils ont, donc, dû prendre des dispositions de confinement plus ou moins strictes, avec pour résultat de contribuer à réduire l'épidémie.

Les choses se sont plutôt mieux passées dans des pays où le confinement n'a pas été imposé et où les pouvoirs étaient bien préparés avec des tests et des masques ; où a été appliquée une politique systématique de test, de traçage et d'isolement ; et où la population est traditionnellement disciplinée, respectant les consignes données par les autorités. L'exemple de cette approche le plus admiré est la Corée du Sud dont les taux de mortalité par habitants ont été remarquablement bas (4 par million), à comparer aux taux européens (plus de 400 en Espagne et en Italie).

Dans ces conditions, certains observateurs mettent en cause les politiques de confinement autoritaires imposées, y compris dans les pays les plus démocratiques, par des pouvoirs publics souvent dépassés, s'abritant derrière le pouvoir médical, convoqué comme conseiller, et dans un climat saturé de nouvelles anxiogènes par le pouvoir des médias¹⁷.

La poursuite de ces mesures autoritaires sur plusieurs mois a été vécue de plus en plus difficilement par les populations et les milieux d'affaires, anxieux de voir repartir l'activité économique. Dans certains pays, aux États-Unis notamment, cela a même donné lieu à des manifestations (avec les encouragements du Président) dans les États qui avaient imposé le confinement, en dépit d'un nombre impressionnant de décès. Et pour cause, car, dans ce pays, sans aide du gouvernement fédéral, les dizaines millions de personnes mises au chômage du fait de la crise économique, ne peuvent survivre que si l'activité redémarre¹⁸.

¹⁷ Voir par exemple les articles et interviews de Jean-Dominique Michel, un anthropologue suisse de la santé.

¹⁸ Indépendamment de la problématique économique, la sortie du confinement et le retour à une activité semi normale sont également importantes sur un plan sanitaire. En effet, les affections plus ou moins graves, indépendantes du COVID19, telles que cancers, insuffisances cardiaques ... ne sont plus soignées. Et chez les aînés, la perte de relations sociales les affaiblit considérablement, alimentant des phénomènes inflammatoires létaux.

Pour toutes ces raisons, les gouvernements qui tardent à « dé-confiner » sont de plus en plus critiqués. Et la contestation, plus ou moins sourde, monte d'autant plus que les citoyens se sentent infantilisés, voire culpabilisés s'ils ne respectent pas les consignes, et non pas responsabilisés. Dans les cultures où les citoyens sont considérés comme responsables, par exemple les pays scandinaves, les gouvernements sont plus respectés, y compris là où aucun confinement est imposé, en prenant même les risques d'une politique d'immunité de groupe.

De manière générale, l'État est « challengé » dans sa capacité à répondre aux attentes mises en lui. La bureaucratie qui s'est développée en son sein est critiquée par les blocages et les retards qu'elle occasionne. De même, les postures de centralisme, ne laissant pas assez de place à l'initiative locale, sont mises en cause, et cela pourrait donner lieu à des réaménagements en profondeur¹⁹.

Les pouvoirs mis en cause

Comme cela a été observé dans le passé, les épidémies balayent souvent l'ordre ancien des pouvoirs²⁰. Il va en aller ainsi pour les gouvernements qui n'auront pas su faire face efficacement²¹ et aussi pour les partis politiques traditionnels dont les discours paraissent dépassés face aux nouveaux enjeux. Les mouvements écologistes sont sans doute appelés à prendre de plus en plus d'ampleur, rejoints par les « résistants climatiques »²². En France, les résultats du 2^{ème} tour des élections municipales ont confirmé cette montée « écologiste ».

¹⁹ *Les débats sur les avantages et inconvénients des systèmes politiques décentralisés dans la lutte contre le virus sont ouverts. Certains systèmes fédéraux, comme celui des États-Unis, ont montré des failles certaines, mais celui de l'Allemagne a fait preuve d'une certaine efficacité. Voir l'article de Benjamin Morel (ENS Paris Saclay) et al, dans The Conversation, 29 avril 2020.*

²⁰ *Voir par exemple le livre de l'historien britannique Peter Frankopan, « Les Nouvelles routes de la soie », 2018 ;*

²¹ *Aux États-Unis, les enquêtes d'opinion enregistrent pour la première fois une baisse de la popularité du président ; 52% des Américains ne lui font plus confiance face à sa gestion catastrophique du Covid-19 (fin avril 2020). Le gouvernement français apparaît aussi assez critiqué, le plus mal noté parmi cinq pays européens sondés début mai 2020 (Le Monde du 3 et 4 mai 2020).*

²² *Voir l'appel signé par Aurélien Barrau, Dominique Bourg, Cyril Dion, Gaël Giraud, Bruno Latour et d'autres. <https://www.resistanceclimatique.org/>.*

Si la crise dure, que le chômage de masse perdure, des révoltes, violentes, seront inévitables dans plus d'un pays. La France, victime de son impréparation²³, et où la gestion de la crise sanitaire n'est pas exempte de critiques, pourrait être fortement secouée (encart 3).

Encart 3 -- Une France secouée et potentiellement éruptive

La France a été secouée violemment par l'épidémie, tout en faisant preuve de capacités surprenantes de coopération au sein de la société et de capacités moins étonnantes dans la mobilisation de ses infrastructures hospitalières et de transport. Si elle « performe » mieux que ses voisins latins, elle est apparue nettement déclassée par rapport à l'Allemagne à laquelle elle se compare en permanence. En parallèle, le gouvernement a mis en place des mesures massives pour aider l'économie à surmonter le très fort ralentissement de l'activité, avec les dispositifs de chômage partiel, les garanties bancaires pour les prêts aux entreprises, les plans sectoriels (automobile, aéronautique, etc.)

Si la sortie de crise s'avère douloureuse, longue et compliquée, le gouvernement va être fortement critiqué pour les insuffisances éprouvées (et les mensonges proférés), même si elles ont été causées par dix ans d'incurie. Et les critiques devraient être d'autant plus virulentes que la politique de confinement a été conduite de manière plus autoritaire que dans la plupart des autres pays européens, non sans une certaine infantilisation, laissant peu de latitude aux citoyens d'exercer leurs responsabilités. Le lancement d'actions judiciaires à l'encontre du gouvernement risque en plus d'envenimer les choses.

Il est possible que l'on assiste à une convergence des révoltes et des revendications entre des populations qui ressentent particulièrement les inégalités : celles des banlieues (qui s'étaient embrasées en 2005), celles des indépendants et petits commerçants, et celles des « gilets jaunes » (en manifestations hebdomadaires en 2018-2019). Les conséquences sur la vie de la nation et sa trajectoire sur la scène européenne seraient considérables.

Il est possible que s'expriment sur la scène politique des exigences fortes en termes de changement de modèle de développement – et notamment du côté des jeunes générations. Probablement le discrédit des partis traditionnels incapables de renouveler leurs visions du monde va s'accroître. La confiance délaisse les professionnels de la politique et se reporte sur les services publics, non seulement santé, mais aussi entretien des villes, transports ... Une forme d'alliance nouvelle entre les élites et les populations, y compris les classes sociales moyennes et pauvres, pourrait se nouer autour de la restauration des services publics. A condition que la bureaucratie qui les gère fasse preuve de beaucoup plus d'efficacité que le passé.

La crise, en tout cas, va entraîner un réaménagement sérieux des relations entre le centre et les territoires, dont les élus ont été appelés à jouer un rôle de plus en plus important pour adapter les mesures de dé-confinement aux situations locales. Il conviendra toutefois de clarifier les postures des élus locaux qui veulent plus de responsabilités, mais ne veulent pas nécessairement en assumer les conséquences éventuelles politiques et pénales en cas de défaillances.

La démocratie en question

²³ Sur les causes de ce manque de préparation, alors que le pays s'était surarmé il y a une dizaine d'années pour faire face aux SRAS et grippe aviaire, voir les articles du Monde des 5 au 8 mai 2020 (signés par G. Davet et F. Lhomme). Ce désarmement, commencé en 2011-12 et poursuivi jusque fin 2019, résulte de l'action conjuguée des grands corps de l'État (Cour des comptes), des politiques (commissions parlementaires tant de l'Assemblée que du Sénat), de la bureaucratie (Agences régionales de santé), et des médias (entretenant la curée contre les ministres de l'époque, notamment Roseline Bachelot, accusée de gâcher l'argent public par excès de précaution).

Historiquement les épidémies ont souvent suscité le besoin de pouvoirs forts, mais, en même temps, la crise a renforcé la perte de confiance dans le pouvoir politique. En France, on est confronté au paradoxe de citoyens à la fois dépendants de l'État et qui ne le supportent pas, à l'infantilisation à la fois subie et souhaitée, au manque de confiance et de prise de responsabilité, et plus généralement au rejet de la politique. Ces contradictions sont particulièrement marquées dans notre pays, mais tous les pays « démocratiques » sont peu ou prou concernés.

Il est probable que la lutte contre l'épidémie va conduire à un durcissement de l'autorité et une atteinte aux libertés individuelles²⁴, qui seront acceptés du fait de la situation sanitaire et du besoin de contenir le virus, mais qui, pour partie et dans certains cas, se perpétueront même s'il est éradiqué. Ces atteintes seront vécues différemment suivant la culture de chaque pays, y compris lorsqu'elles seront portées par des instruments numériques, telles les applications de traçage qui ont fait preuve de leur utilité, comme « StopCovid » en France.

Comme le met en évidence Antonio Cassilli²⁵, l'outil numérique est apparu tour à tour comme un moyen de lutte contre la propagation du coronavirus, un outil de contrôle social, un substitut aux relations avec ses proches, une façon de maintenir une activité professionnelle... Tout se passe comme si du web 2.0 – qui désigne depuis maintenant près de 20 ans ce deuxième âge d'Internet dans lequel les interactions humaines sont simplifiées et accélérées – nous étions passés à un monde 2.0. Le risque d'une société de surveillance généralisée ne doit pas être sous-estimé : on y est déjà dans une certaine mesure, dans les villes quand on déambule ; sur le net, quand on dépose des informations, on consulte un site, on écoute une musique.... La peur est telle que cela peut aller très loin, beaucoup plus loin.

Société du risque et risques majeurs

La crise actuelle confirme à nouveau que nous vivons dans des sociétés fragiles, vulnérables²⁶ et montre à quel point nous sommes mal armés face à des risques majeurs qui peuvent déstabiliser complètement et durablement nos sociétés et nos économies. Sont ainsi mis directement en cause nos capacités à anticiper et à gérer ces risques majeurs, ainsi que nos systèmes d'assurance et, plus généralement, notre résilience globale face à la catastrophe.

La comparaison souvent faite entre la France et la Corée sur la prévention de l'épidémie a en effet mis très clairement en évidence la faiblesse des moyens dont nous disposons dans

²⁴ Y compris dans les États démocratiques plus enclins à l'autoritarisme qu'on aurait pu croire, comme le souligne Peter Sloterdijk dans *Le Point* daté du 19 mars 2020.

²⁵ Antonio Casilli, « Cette épidémie s'avère aussi un signal d'alarme à propos du numérique », entretien avec Raphael Bourgois, rédacteur en chef d'AOC, 28 mars 2020.

²⁶ Voir JL Fabiani et J. Theys, *La Société Vulnérable*, Presses de l'École Normale Supérieure, 1987 et Nassim Taleb, *Antifragile*, Random House, 2012.

notre pays pour prévoir et hiérarchiser les risques majeurs – et cela ne s’applique pas seulement aux risques sanitaires. Ces moyens vont sans aucun doute, devoir être redéfinis, comme d’ailleurs la notion de risque majeur- car leur mise en défaut a joué un rôle essentiel dans la crise actuelle ²⁷.

Au delà des nouveaux dispositifs institutionnels qui vont devoir être mis en place pour mieux prévenir les catastrophes futures, la question est de savoir si l’expérience actuelle aura ou pas une influence durable sur la culture du risque, dans un pays où celle-ci est restée historiquement très insuffisante - avec comme conséquence à la fois un manque d’investissement dans la prévention et une difficulté à maîtriser les peurs. De fait il est probable qu’à moins que la crise économique ne remette à nouveau à plus tard les efforts à faire dans ce domaine, le choc produit par le coronavirus conduira la plupart des pays ou des territoires à redéfinir la place à accorder à la sécurité et à une gestion raisonnée des risques dans l’économie, la société ou la politique. Pourraient en découler une reconfiguration des systèmes d’assurance et de gestion des risques (avec une restructuration et un rééquilibrage des systèmes d’assurances publiques et privées), une revalorisation significative de la prévention, une attention beaucoup plus grande aux vulnérabilités face aux risques majeurs et surtout le développement systématique d’une culture et de pratiques de résilience et de redondance au niveau des territoires comme des entreprises.

Au total, les transformations qui se profilent redonnent force à la notion de « société du risque » proposée en 1986 par Ulrich Beck²⁸. Avec trois facettes :

- les risques que l’on court individuellement ou collectivement et dont on se protège de diverses manières : assurances, autonomisation des productions, préventions, préparation... ;
- les risques que l’on prend pour survivre ou se relancer, et qui impliquent des expérimentations et innovations de diverses natures : techniques, sociales, financières, de gestion d’entreprise, de modèles de société...
- et enfin les risques sociétaux majeurs, susceptibles de conduire à des effondrements ou des impasses collectives ou déstabilisations durables, qui doivent faire l’objet d’une prévention spécifique ²⁹.

Mais face à l’incertain, formatés par les dispositifs institutionnels, idéologiques et cognitifs de « l’ancien monde », les acteurs ont du mal à se projeter dans le nouveau ou à l’imaginer. En témoignent les réflexes des entreprises qui demandent aujourd’hui un relâchement des contraintes sociales et environnementales, les financiers qui s’arcbutent sur les règles

²⁷ Voir les publications de Patrick Lagadec, ainsi que *Le Numéro spécial des Annales des Mines consacré à l’actualité de la catastrophe*, Avril 2020.

²⁸ Ulrich Beck, *Risk Society, Towards a new modernity*, Sage, 1992.

²⁹ Voir Jacques Theys, *Nous n’avons jamais été durables : plaidoyer pour une soutenabilité forte*, Revue Développement durable et territoires, 2019 ; ainsi que C. Perrow, *Normal accidents*, Basic Books, 1984.

prudentielles classiques, les acteurs politiques et les intellectuels qui rabâchent les vieilles antennes, y compris les discours progressistes qui ont fait faillite³⁰ ...

4. Des économies sens dessus dessous

Le choc économique et social entraîné par la mise à l'arrêt de l'économie mondiale est considérable. Il faudra plusieurs années pour regagner les quelques 10 pour cent et plus de PNB qui seront perdus dans de nombreux pays en 2020³¹) - avec, dans l'intervalle, de multiples défaillances d'entreprises et un chômage de masse³² et, à plus long terme, des effets structurels durables sur la plupart des économies et même sur l'ensemble du fonctionnement de l'économie mondiale.

La crise qui s'installe – très différente dans sa nature de celles de 2008 ou 1929 mais d'ampleur comparable - va naturellement toucher le plus fortement les pays qui, face à la gravité de l'épidémie, ont adopté les mesures de confinement les plus strictes et les plus longues – comme la France, l'Espagne ou l'Italie. Ses impacts vont donc être très inégaux, avec des prévisions de baisse du PIB en 2020 pouvant aller, selon la Banque Mondiale, de 2% à - 14%³³ (et de -9 à -12% pour l'économie française – voir l'encart 4). Mais au-delà de ces différences importantes, c'est en réalité l'ensemble du monde qui va être affecté – y compris les pays apparemment épargnés par le virus ou qui ont refusé le confinement – sous l'effet conjoint du ralentissement des échanges, de l'effondrement du tourisme (un tiers du chiffre d'affaire mondial perdu !), de la baisse des prix du pétrole ou des matières premières, de celle de la demande mondiale, ou de la chute des transferts de revenus privés Nord-Sud ... Après les prévisions de réduction du PNB mondial de 3% faites en avril par le FMI, nous en sommes ainsi désormais, selon l'OCDE à près de 6% pour 2020 et ce chiffre ne prend pas en compte l'éventualité d'une seconde vague du virus à l'automne ou plus tard ³⁴...

S'ajoutent en outre à ces effets déjà prévisibles – ou auxquels les pays tentent de faire face au jour le jour – une grande incertitude sur les évolutions possibles, symbolisées par les trajectoires en V, U, W ou L, qui placent toutes les économies « sur le fil du rasoir » - avec la possibilité pour certaines entreprises ou régions, certains secteurs ou pays de basculer dans la catastrophe – mais, aussi, l'ouverture de nouvelles opportunités d'innovation ou de changement majeur. Le défi est donc énorme.

³⁰ Voir l'analyse d'Olivier Passet, Xerfi Canal, 14 avril 2020

³¹ Voir les scénarios de *Futuribles*, « Covid-19 : esquisse de scénarios (2021-2022) » ; et les prévisions publiées par l'OCDE et le FMI en juin 2020.

³² Le BIT prévoit pour le second semestre 2020 l'équivalent de 135 millions de pertes d'emploi (mai2020)

³³ Banque Mondiale, *Perspectives économiques mondiales*, juin 2020.

³⁴ OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE*, juin 2020.

Encart 4. Après l'effondrement de mars-avril 2020, quelles perspectives pour l'économie française ?

Suite au confinement qui a mis à l'arrêt plus de 11 millions de salariés (en chômage partiel) et 2 millions de travailleurs indépendants, l'économie française a connu ce qu'on peut appeler un véritable « effondrement » : au plus fort de cette première période, on estime que l'activité économique s'est réduite d'au moins un tiers. La note de conjoncture publiée en avril 2020 par l'INSEE constatait ainsi, qu'avec une chute de 6% , la contraction subie par l'économie française³⁵ au premier trimestre, du fait du confinement mis en place depuis la mi-mars, constituait la baisse la plus forte dans l'historique des évaluations trimestrielles du PIB débutées en 1949.

Dans cette première phase de la crise, plusieurs secteurs ont ainsi connu des baisses d'activité supérieures à 50 % et notamment l'hébergement restauration (96 %, dont 75 % à l'arrêt), la fabrication de matériels de transport (92 %, dont 29 % à l'arrêt), la construction (87 %, dont 53 % à l'arrêt), les autres activités de service (68 %, dont 41 % à l'arrêt), du fait notamment des arts, spectacles et activités récréatives (90 %, dont 66 % à l'arrêt), la fabrication d'autres produits industriels (59 %, dont 25 % à l'arrêt), tiré par l'industrie textile, et enfin le commerce (51 %, dont 22 % à l'arrêt). Parallèlement, les dépenses de consommation des ménages ont chuté en un mois de près de 20% soit également la plus forte baisse mensuelle enregistrée depuis le début de la série en 1980,

Les prévisions publiées en Juin 2020 -par la Banque de France, L'OCDE, Le XERFI ou l'OFCE³⁶ convergent pour estimer que - sauf seconde vague - la baisse globale de l'activité constatée dans l'année sera finalement de l'ordre de 10%, avec une augmentation du nombre de chômeurs voisine de 900 000 fin 2020 et un retour au niveau de PIB d'avant le coronavirus envisagé pour le milieu 2022. Les estimations de l'OCDE sont les plus pessimistes, avec une baisse du PIB allant de -12 à -14%, selon l'existence ou pas d'une seconde vague - chiffres à comparer avec ceux prévus pour l'Allemagne, les Etats Unis ou le Japon allant de -6,5 à -8, 5 %. Ce qui caractérise la situation française, c'est en fait la grande variabilité des hypothèses faites sur la croissance future avec, par exemple, des scénarios de baisse pour 2020 allant pour la Banque de France de -7 à -16 %, des hypothèses de croissance pour 2021 variant de 6 à 10% et un retour à la situation de 2019 pouvant prendre de moins de deux à 4- 5 ans. Cela traduit la grande incertitude sur des secteurs qui sont encore au cœur du modèle économique français comme l'automobile, l'aéronautique, le tourisme, la culture, la restauration, les déplacements, la construction ... et sur les conditions du financement de sa dette- avec mutualisation ou pas de celle-ci à l'échelle européenne. Le COVID n'est pas seulement un choc massif : il est aussi le révélateur des fragilités et dépendances de l'économie française.

La situation de la France illustre la problématique à laquelle doivent faire face de nombreux pays. Face au choc d'une baisse probable de 9 à 10% % du PNB en 2020 et d'un endettement massif, comment l'économie française sortira-t-elle de la période actuelle de transfusion sous fonds publics ? Pour les uns le défi d'un retour rapide à l'équilibre sera presque insurmontable - compte tenu des fragilités structurelles de l'économie et de la société française et de ses dépendances (au tourisme, à l'aéronautique, à la dette). Et il sera difficile d'éviter à la fois un chômage massif et un décrochage supplémentaire de l'économie par rapport à d'autres pays. Pour d'autres, c'est au contraire une opportunité qui va s'ouvrir

³⁵ INSEE, *Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages – 28 avril 2020, N°2020- 106.*

³⁶ Sources : *Projections macroéconomiques de la Banque de France, juin 2020, Perspectives économiques de l'OCDE, juin 2020 ; Evaluation du 26 juin 2020 de l'OFCE sur l'impact du covid 19 et XERFI : la contagion sectorielle de l'économie réelle, mai 2020.*

pour accélérer les transitions en cours et inventer une économie différente - plus collaborative, solidaire, écologique, résiliente, créative - et une nouvelle division internationale du travail privilégiant les relations de proximité. Ce qui est certain, c'est qu'il va être nécessaire de trouver des solutions nouvelles pour affronter la crise à venir - en tirant aussi les leçons de la lutte contre l'épidémie. Mais l'incertitude et la complexité de la situation sont telles qu'il est aujourd'hui très difficile de construire des scénarios réalistes permettant de répondre à la fois aux craintes des premiers et aux espoirs des seconds - ce qui est aussi un défi pour l'ensemble de la communauté prospective.

La seule chose certaine est que beaucoup dépendra de la capacité à articuler efficacement les trois temps de la crise post confinement : celui de la réponse aux difficultés immédiates des entreprises ou sans emplois, celui de la relance, soutenue ou pas par l'Europe, et enfin celui du repositionnement de l'économie française sur des domaines d'avenir – que ce soit sur ceux de « l'économie de la vie » – comme le suggère Jacques Attali³⁷, sur la transition écologique ou sur d'autres ...

De manière plus structurelle, le choc brutal et inédit que subit l'économie mondiale conduit à de profondes révisions dans les conceptions que l'on se fait – entre autres - de l'argent, du capitalisme, et de l'autonomie économique

L'argent

La planète entière est mise à l'épreuve de l'appauvrissement. La chute des PIB est considérable. Comme l'observent le FMI, l'OCDE et les autres organisations internationales, le monde n'a jamais connu une récession aussi importante depuis la Deuxième guerre mondiale. Les plus indigents retombent partout dans la pauvreté, notamment dans les pays les « moins avancés » dont des centaines de millions de gens étaient sortis de la pauvreté « grâce » à la mondialisation. Les inégalités de revenu, de territoire, de logement, de santé... se révèlent encore plus dans les situations de crises.

Et les difficultés vont durer plusieurs années. Du côté des consommateurs, on est prêt à faire preuve de frugalité, d'autant que cela ira avec des comportements d'épargne ; mais encore faut-il que cette situation ne dure pas trop longtemps et que l'on retrouve son emploi. Quant aux entreprises, les faillites se multiplieront, si la crise perdure. Déjà les entrepreneurs, les dirigeants et leurs employés dépriment – au sens fort du terme.

Enfin il y a les États qui mettent sur la table des milliers de milliards de dollars, d'euros, ou de yuans – des sommes qui donnent le vertige. Sans que l'on voie clairement comment les dettes ainsi créées vont être remboursées...et jette un trouble croissant sur ce que signifie aujourd'hui réellement la monnaie.

³⁷ Jacques Attali, *L'économie de la vie*, Fayard, 2020.

Va t'on (re)trouver certains bienfaits à la croissance ? Ou aller vers des valeurs plus immatérielles et de nouveaux systèmes monétaires ou d'économie contributive - fondés sur des échanges ou des modes de collaboration non marchands ?

Un nouveau capitalisme

Le grand vainqueur de cette crise va être le capitalisme numérique (matérialisé par les GAFAM) - qui va encore accroître son importance relative par rapport au capitalisme industriel, durement touché par la situation économique³⁸. Or il paraît plus cartellisé que ce dernier, beaucoup plus globalisé encore, et il est peu créateur d'emplois directs.

Après l'épuisement du libéralisme qui opérait comme doctrine suprême depuis une trentaine d'années, il faut en trouver une nouvelle et les modes de régulation qui devront l'accompagner³⁹. L'appel à une nouvelle forme d'État providence a brutalement émergé de cette crise, et si les effets de celle-ci se prolongent ceci va impliquer une redistribution profonde des ressources et des pouvoirs -. L'ensemble des circuits monétaires et financiers, profitant essentiellement aux riches et encourageant les spéculations du court terme plus que les investissements de long terme, va devoir être, en conséquence, repensé⁴⁰.

La question centrale, à court et moyen terme, va être de sortir d'une situation où le monde des affaires a été sauvé (pour le moment) par les États, lesquels ont accumulé des montagnes de dettes, dettes qui ont été « achetées » par les banques centrales. La solution passera, en partie, par une coopération très étroite entre banques centrales et une coordination poussée des politiques budgétaires nationales pour éviter la désintégration des systèmes monétaires et financiers.

Il est possible aussi pour les banques centrales d'effacer les dettes des États ou d'aider au lancement de grands emprunts publics, en les conditionnant à la mise en œuvre de grands programmes, par exemple pour accélérer la transition énergétique et écologique⁴¹. Ces perspectives concernent particulièrement l'Union Européenne (avec le programme Green Deal conçu avant la crise et le plan de relance de 750 milliards d'euros proposé par la Commission fin mai). Mais elles peuvent trouver à s'appliquer au FMI pour un grand plan de sauvetage de l'économie mondiale.

³⁸ Daniel Cohen dans *le Monde* du 3 avril 2020.

³⁹ Voir l'article de Dominique Strauss Khan dans la revue *Politique internationale*, avril/mai 2020. Dominique Strauss Khan, inspiré par Karl Polanyi, explique que les modes de régulation du capitalisme ont eu à se réinventer environ tous les trente ans.

⁴⁰ Circuits qui ont été à l'origine des désordres mondiaux que nous connaissons, d'après certains auteurs comme Valérie Burgault.

⁴¹ Voir l'entretien de Gaël Giraud dans *Le Point*, 26 avril 2020 (web).

Dans ces conditions la crise pourrait donc aussi accélérer la transition vers une nouvelle forme de capitalisme, certes plus numérique, mais aussi plus soucieux du long terme et des solidarités sociales, plus écologique, plus attentif aux risques majeurs et à la résilience.

L'autonomie et la dépendance locales

Les traumatismes vécus par les populations et les sociétés locales liés à la prise de conscience de leur extrême dépendance à l'extérieur vont nécessairement entraîner des comportements de :

- relocalisation des productions pour réduire la dépendance aux chaînes de valeurs mondialisées (notamment dans le domaine de la santé et de l'alimentation) ;
- développement des monnaies locales, d'autant plus importantes que les systèmes monétaires établis risquent la dislocation ;
- diffusion et diversification des technologies favorisant l'autonomie (impression 3D, énergies et alimentation locales, métrologie diversifiée, ...).

Ces mouvements, inspirés par la recherche de plus de robustesse dans les économies⁴² et d'une résilience des territoires, déjà perceptibles avant la crise, vont s'amplifier. La question reste de savoir s'ils conduiront à une nouvelle division internationale du travail, très différente de celle existant aujourd'hui, ou s'ils se limiteront à des réajustements à la marge – *sur les stratégies des entreprises propres à répondre aux nouveaux enjeux, voir la note de Jacques Boivin dans l'Annexe.*

La consommation

Le « monde d'avant » était tiré par la « société de consommation ». Celle-ci par la force des choses a été bloquée. Comment les populations ont-elles vécu cela ? Et les comportements de consommation liés au confinement auront-ils des effets durables sur les modes de consommation futurs ? Les enquêtes de consommation éclairent cette question⁴³.

Ces dernières mettent en évidence une prise de conscience des enjeux environnementaux et qu'il ne sera plus possible de continuer à consommer comme avant. La crise sanitaire semble relancer la dynamique du "moins mais mieux" Cette affirmation de la part des personnes interviewées avait augmenté de 10 points entre 2015 et 2019, passant de 26 à 36%, avec une forte accélération sur l'année 2019.

⁴² Voir les travaux de Lietaer sur les monnaies et d'Uralowicz sur les fondements mathématiques des systèmes robustes.

L'Obsoco (Observatoire Société et Consommation) réalise depuis le début de la période de confinement⁴³ - 16 mars 2020 - des enquêtes qualitatives et quantitatives sur ce que consomment les personnes interrogées, mais aussi sur leur rapport à la consommation.

La dernière enquête qualitative de l'Obsoco, réalisée depuis le début de la période de confinement⁴⁴ du 16 mars 2020, montre qu'il y a un double clivage qui risque de s'accroître dans les années à venir, surtout quand la crise économique aura pris le pas sur la crise sanitaire. D'un côté, une partie de la population désire accélérer la transition à tous les niveaux et notamment en termes de consommation. Et de l'autre côté, des consommateurs, n'ayant pas la même vision du monde, restent attachés au monde d'hier⁴⁵. Il ne faut pas oublier, non plus, les effets liés à la crise économique et au chômage, avec des conséquences sociales très inégales.

Le travail

La crise sanitaire a bouleversé le monde du travail et risque de l'impacter durablement. Plus de la moitié de l'humanité ayant été confinée, et n'ayant pu se rendre sur son lieu de travail au quotidien, cela devrait nécessairement laisser des traces.

Ce développement sur le travail se concentre sur deux conséquences de cette crise.

La première conséquence porte sur la montée en puissance du travail à distance forcé (expression sans doute plus appropriée que « télétravail » au regard de sa mise en place). Alors que seulement 3% des salariés (majoritairement des cadres) pratiquait le télétravail au moins un jour par semaine en 2017 en France, c'est aujourd'hui plus de 20 % des salariés qui ont basculé dans ce nouveau mode de travail⁴⁶. Avec le dé-confinement, des millions de salariés continuent de travailler depuis leur domicile, de manière plus ou moins permanente, et pour certains, cette situation pourrait se prolonger au-delà de l'été. L'enquête « # Montravailadistance, Jenparle ! », lancée par Res Publica avec plusieurs partenaires (la CFDT, Metis Europe, Management & RSE et Liaisons sociales magazine), montre que 42 % des 1860 personnes, qui ont répondu entre le 1er et le 20 avril 2020, ont expérimenté le travail à distance pour la première fois⁴⁷.

Tirer les enseignements de cet épisode sur l'avenir du travail s'annonce un exercice délicat, tant le télétravail confiné déroge aux modalités qui entourent habituellement sa pratique. Le télétravail demande des infrastructures spécifiques, mais surtout une autre manière de concevoir la relation de travail.

D'un côté, les entreprises ont découvert, du fait d'un apprentissage accéléré des technologies numériques, qu'une grande partie des activités peut être réalisée à distance. En France, certaines grandes entreprises, où le télétravail a été largement pratiqué pendant le

⁴⁴ <https://lobsoco.com/>

⁴⁵ *Comme le résume, Philippe Moati, économiste à l'Université de Paris et co-fondateur de l'Observatoire Société et Consommation, la crise accentue le clivage entre deux manières de consommer : le "moins mais mieux" d'un côté, et la frustration de ne pas pouvoir consommer ce que l'on veut de l'autre.*

⁴⁶ *Sébastien Hallépée, Amélie Mauroux, « Quels sont les salariés concernés par le télétravail ? », note de la Dares, n° 51, Novembre 2019*

⁴⁷ *Compte-rendu du séminaire en ligne « Enquête sur le travail à distance », Gilles-Laurent Rayssac Res Publica, Martin Richer et Thierry Pech Terra Nova, 19 mai 2020.*

confinement, envisageaient d'en faire la norme (ainsi PSA). Aux États-Unis, Google et Facebook ont proposé à leurs salariés de télétravailler jusqu'en 2021. Quant à Twitter, il va encore plus loin car il envisage pour certains salariés, le télétravail à vie. Les enseignements que ces entreprises tirent du travail généralisé pendant la crise sanitaire, leur permettent de concevoir une accélération de la transformation de leur mode de fonctionnement pour aller vers une nouvelle ère de l'agilité.

De l'autre côté, de nombreux travailleurs, après avoir expérimenté le travail à distance, y trouvent certains charmes, d'autant qu'ils y sont encouragés par les pouvoirs publics et les entreprises. D'après les résultats de l'enquête Res Publica, 58% souhaitent télétravailler davantage à l'issue du confinement. Et lorsqu'ils sont interrogés sur les principaux bénéfices de cette nouvelle forme de travail, ils mentionnent la découverte de nouvelles façons de collaborer, une moindre fatigue du fait de ne pas avoir à se déplacer pour aller travailler, le fait d'avoir plus de temps pour certaines tâches, l'usage plus fréquent des outils collaboratifs ou encore une plus grande autonomie dans le travail.

Toutefois, les conditions de mise en place du travail à distance sous ces différentes formes ont cependant été loin d'être simples, et donner lieu à des bricolages divers, mobilisant la créativité des acteurs, voir à ce propos *en annexe la contribution de Loïc Andrien sur un retour d'expériences dans l'enseignement supérieur*.

Si à terme, le télétravail devrait se développer, il ne pourra pas se mettre en place sans une révolution des relations sociales. Les exemples d'entreprises peu soucieuses de l'avis des représentants du personnel ont montré durant la crise que l'absence de dialogue social constructif de part et d'autre pouvait rajouter de la crise à la crise. En effet, il faut repenser l'organisation du travail (horaires, lieux, modalités) et les interactions professionnelles, les conditions de travail et l'environnement du travail, la sécurité physique et mentale des télétravailleurs.

Le management est également à redéfinir. Comme le rappelle Marc Malenfer, lors du Printemps de la prospective consacré à la métamorphose du travail⁴⁸, les entreprises ont pendant cette période de crise ont mis en place de la surveillance à distance via des outils numériques qui permettent de contrôler en permanence l'activité des travailleurs. Le risque d'un développement d'outils de surveillance intrusifs n'est pas à négliger. Alors que ce développement massif d'une nouvelle forme de travail devrait conduire les managers à s'adapter et à passer d'un management taylorien à un nouveau mode de management reposant davantage sur le triptyque « confiance/autonomie/responsabilité ». Les interactions professionnelles ne doivent pas être occultées. Le travail est relation, échange. Les cantines, les couloirs, les machines à café sont aussi des lieux d'échange non-programmé, parfois porteurs de nouvelles idées et solutions.

La deuxième grande conséquence de la crise porte sur l'accentuation des inégalités entre catégories socio-professionnelles et métiers. La note de France Stratégie sur les métiers au

⁴⁸ *Printemps de la Prospective de la Société Française de Prospective, Métamorphose du travail et ses conséquences, 12 juin 2020. Les replays sont disponibles sur le site de la SFdP : <https://www.societefrancaisedeprospective.fr/>.*

temps du Corona⁴⁹ met en évidence trois lignes de fractures entre les catégories socio-professionnelles. La première sépare ceux qui se retrouvent sans activité, soit parce que leur entreprise a fermé ou que leur contrat de travail a été interrompu, et ceux qui ont continué à travailler en présentiel ou chez eux. La deuxième oppose ceux dont les conditions de travail et de vie sont difficiles et ceux dont les conditions d'existence sont plus favorables. Et la dernière qui distingue ceux dont les métiers se caractérisent par des conditions de travail difficiles, en contact direct avec le public et ayant des horaires atypiques de ceux qui en sont prémunis. La note de France Stratégie propose également une typologie inédite des métiers que révèle cette crise en renforçant des vulnérabilités existantes et en générant de nouvelles.

Encart 5 Typologie des métiers selon leur vulnérabilité

Les métiers que l'on peut qualifier de « vulnérables de toujours » conjuguent une difficulté à travailler à distance et des statuts souvent précaires (un sur cinq exerce en CDD ou en intérim). Ces 4,2 millions de travailleurs, majoritairement des hommes, artisans, ouvriers de l'industrie et du bâtiment, les employés administratifs d'entreprise et les personnels de ménage sont non seulement confrontés à un risque élevé de chômage avec la crise mais ils ont également subi fortement les suites de la crise économique de 2008.

Les « **nouveaux vulnérables** » (4,3 millions d'emplois) affrontent une crise inédite liée à l'exercice même de leur métier qui les met en contact avec le public. Leurs activités sont ralenties, voire interdites, et leur statut les fragilise (31 % de contrats intermittents ou d'indépendants en solo). Dans ces métiers du transport, de l'hôtellerie-restauration, des services aux particuliers, de l'art, de la culture et du sport, la vulnérabilité financière (salaire médian de 1550 euros mensuels) se double d'une incertitude sur l'avenir. Ils sont en effet très exposés au ralentissement ou à l'arrêt prolongé de leur activité.

Les **professionnels directement ou indirectement sur le « front »** (10,4 millions) sont ceux dont les activités apparaissent essentielles dans cette crise car ils sont en première ligne pour répondre à l'urgence sanitaire, aux besoins de première nécessité ou pour assurer le fonctionnement des services publics. Ce sont tous les métiers de la santé, de l'éducation, de la propreté, de l'alimentaire et de sa distribution, et les professions régaliennes (armée, police, pompiers). Peu fragilisés économiquement, ils n'en sont pas moins exposés à une vulnérabilité d'ordre sanitaire par leur contact direct avec le public pour les trois quarts d'entre eux.

Quatrième groupe, **les télétravailleurs sont exposés à un nouveau risque d'hyper-connectivité** (3,9 millions d'emplois). Essentiellement occupées par des cadres, ces professions doivent, à distance, assurer la continuité du travail et préparer la reprise d'activité. Soumis d'ordinaire à une plus forte intensité du travail, ils voient leur charge mentale et les difficultés de conciliation avec la vie familiale renforcées par la crise.

Enfin, **nombre de professions intermédiaires ou d'employés qualifiés** (professions intermédiaires administratives de la fonction publique, employés et techniciens de la banque et des assurances, employés de la comptabilité, techniciens de l'informatique ou des services administratifs et financiers...) (4 millions d'emplois), le plus souvent en inactivité partielle, sont protégés du licenciement à court terme par leur statut. Mais leur difficulté à télétravailler les expose à des risques d'éloignement de la sphère professionnelle et de désocialisation.

Sources : France Stratégie, à partir de WIOD, de la comptabilité nationale et des enquêtes Emploi 2016-2018 (Insee) et de l'enquête Conditions de travail 2013 (Dares)

⁴⁹ « Les métiers au temps du corona », Jean Flamand, Cécile Jolly, Martin Rey, note d'analyse de France Stratégie d'avril 2020, n° 88.

Il est à noter que les « vulnérables de toujours » et les « nouveaux vulnérables » qui totalisent 8,5 millions de personnes coïncident avec les salariés en chômage partiel (11,3 millions au 28 avril selon la DARES)⁵⁰. Avec le dé-confinement, il est important de suivre l'évolution de leur situation car ces travailleurs risquent d'être exposés au risque de licenciement si les entreprises qui les renvoient rencontrent des difficultés financières.

Inégalités et refondation des solidarités sociales.

L'une des caractéristiques majeures de la crise du coronavirus aura été son caractère très inégalitaire. Inégalité, d'abord, dans ses effets sanitaires, le virus touchant de manière très sélective les personnes âgées – pour moitié vivant dans les EPADHS (hospitalisées ou pas) – comme les populations ou quartiers les plus pauvres. Inégalité, ensuite, dans les modes de confinement – vécu très différemment selon les lieux et conditions d'habitat, ou les structures familiales. Inégalité, en troisième lieu, dans l'exposition aux risques durant la phase la plus aigüe de l'épidémie – avec un rôle majeur joué par des catégories sociales habituellement les moins valorisées - aides-soignantes, caissières, transporteurs routiers, éboueurs, professionnels de l'agroalimentaire ... Inégalité, enfin, dans les conséquences économiques ou sur l'emploi – avec des groupes ou des secteurs qui seront finalement bénéficiaires de cette période et d'autres menacés massivement par le chômage ou la faillite, comme exposé précédemment.

En France, l'intervention de l'État et les systèmes de solidarité et d'assurance sociale auront permis en partie d'atténuer les conséquences économiques de ces effets très différenciés. Mais il n'est pas impossible que les tensions qui vont nécessairement s'accroître - à la fois au niveau de la société et à des systèmes de financement sociaux - ne conduisent à terme à une situation où les formes actuelles de l'Etat Providence ne seront plus capables de contenir la violence sociale que l'épidémie actuelle aura, de fait, encore accentuée – avec des fractures à nouveau élargies entre générations, groupes sociaux ou ethniques, territoires, professions Cela pourrait déboucher à terme sur la nécessité de revoir en profondeur les principes et les modes de fonctionnement de cet État Providence. Comme dans d'autres domaines la crise pourrait ainsi accélérer le mouvement déjà préexistant de recherche de nouvelles formes de solidarité – à tous les niveaux – dans la perspective de cette « société organique » - sur laquelle la Société Française de prospective avait précédemment travaillé⁵¹

5. Des modes de vie et des valeurs renouvelés

L'espace

⁵⁰ *Situation sur le marché du travail durant la crise sanitaire au 28 avril 2020, Tableau de bord hebdomadaire, DARES, 2020.*

⁵¹ *Patricia Auroy, La Société Organique, in, C. Afriat et J. Theys (dir), La Grande Transition de l'Humanité, FYP éditions, 2018.*

La distanciation physique et sociale imposée pour ne pas être contaminé met chacun à distance de l'autre. Va-t-elle continuer à s'imposer après la crise actuelle, favorisant la substitution progressive des relations physiques par des relations virtuelles que ce soit pour le travail, les achats, les activités culturelles, l'éducation, la communication ? Ce serait l'exemple d'une bifurcation anthropologique majeure ...

L'adoption massive du télétravail permet de réoccuper le territoire ; les campagnes où les gens sont moins proches les uns des autres sont perçues comme beaucoup plus saines que les grandes villes ; la concentration urbaine est vécue comme nocive, et pourrait subir un frein sinon un coup d'arrêt durable⁵².

Le monde globalisé a entraîné de fortes perturbations sur les environnements naturels et la diversité biologique. Les modes d'habitat, de fonctionnement, notamment en Europe et aux États-Unis, produisent des effets dévastateurs sur la biodiversité, lesquels se répercutent à l'autre bout du monde, comme en Afrique, en Amérique du sud, en Indonésie ou au pôle Nord. La crise sanitaire provoque une prise de conscience de l'interrelation entre le destin des hommes et celui de la planète-Terre. Une nouvelle façon de l'habiter devrait se traduire par un déclin des mégapoles ; cela devrait favoriser l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci.

A l'échelle de la planète, il est possible aussi qu'on cherchera à occuper des espaces vierges, à reconquérir des espaces laissés en déshérence (forêts), ou à conquérir des espaces nouveaux, comme ceux, autrefois gelés, et qui s'ouvrent avec le réchauffement climatique (Sibérie, Canada). Les mers seront habitées avec de nouvelles cités marines. Mais on risque, à nouveau, ainsi de bouleverser les écosystèmes et la biodiversité.

Le temps

Plus de la moitié des habitants de la planète confinés chez eux ont réappris l'existence du temps ; on sort de la dictature de l'immédiat⁵³. D'abord au quotidien, en retrouvant la lenteur, en échappant au stress et à l'urgence du travail. On réapprend aussi le temps long : comme on l'a dit, on s'apprête à vivre avec le virus pendant au moins un an, si ce n'est plus ; il faudra ensuite cinq à dix ans pour retrouver le niveau de PIB que l'on a connu avant la pandémie.

Encart 6 -- Un espace-temps perturbé

Comme l'affirme Etienne Klein⁵⁴, le confinement chamboule notre conception de l'espace-temps. Certes le temps de la physique ne change pas : une minute dure toujours soixante secondes, mais

⁵² En France, les demandes de maisons en zones rurales ou semi urbanisées accessibles en moins d'une heure et demi de Paris ont augmenté de 25 pour cent en trois mois (depuis mars 2020)

⁵³ Voir l'entretien d'Edgard Morin dans le Monde du 19/20 avril 2020.

⁵⁴ Etienne Klein, Comment le confinement trouble notre perception de l'espace-temps ? Up Magazine-30/04/2020.

c'est notre perception du temps qui change dans cet espace de confinement ou tout devient plus mou, sans rythme, un temps nouveau qui s'étale jusqu'à s'évanouir.

La situation exceptionnelle que nous vivons trouble notre perception du temps : les jours en viennent à tous se ressembler. Nous avons du temps et nous perdons la notion même du temps. Qui n'a pas constaté que les jours passaient beaucoup trop vite ?

Alors que notre vie habituellement se divisait entre temps professionnel, familial, social, amical et temps à soi que nous pondérions selon notre bon vouloir, en période de confinement cette division disparaît. Car nous sommes doublement assignés à résidence ; dans le temps et dans l'espace. Chercheurs, écrivains, politiciens, entrepreneurs se trouvent focalisés sur l'Après en affirmant qu'il ne sera pas à l'identique de l'avant. Alors que nous étions focalisés sur le présent, comme si le futur s'était absenté de nos représentations, comme si l'urgence avait partout répudié l'avenir comme promesse, comme sur le court terme primait sur le long terme, chacun d'entre nous se surprend à envisager le monde de demain, à réinvestir l'idée du futur.

Cependant, beaucoup n'ont pas l'envie de se projeter vers le futur. Ce sont notamment ceux qui sont traumatisés par la situation présente, inquiets du lendemain, sans ressources, sans perspective de retrouver un travail. Il y a un effet de sidération mortifère.

Et l'on ressent l'importance de l'anticipation, de la prospective. On ressent un regain d'intérêt manifeste pour celle-ci⁵⁵. Pour qu'elle soit non seulement mieux prise en compte par les décideurs, mais aussi pour qu'elle se démocratise, afin que les citoyens se l'approprient, et par là se réapproprient l'avenir, en passant du « voir » au « faire »⁵⁶.

L'éducation

D'après « 2100, Récit du prochain siècle »⁵⁷, la société à venir est une « société d'enseignements », faisant suite à la « société du spectacle » des décennies précédentes et aux désordres qu'elle a engendrés. De fait, un monde nouveau semble, aujourd'hui, à bâtir et il faut en assurer la durabilité. Les changements seront poussés par une jeunesse critique du monde construit par ses aînés. Par exemple, comment les écoles de management et d'ingénieurs pourront-elles continuer à enseigner les pratiques de gestion et d'optimisation financière ou autres qui ont conduit aux désastres d'aujourd'hui ?

Cette rénovation de l'éducation devrait, sans doute, accorder beaucoup plus d'attention aux savoirs et savoir-faire utiles à la survie, à la diversité nécessaire des écosystèmes, aux valeurs portées vers le collectif et au sens de l'existence.

L'éducation va aussi être repensée avec l'enseignement à distance, et les maîtres devront changer les relations aux élèves et les modes d'apprentissage et de transmission des savoirs.

L'Autre

⁵⁵ Comme l'a montré le *Global Foresight Summit*, organisé à distance pendant trois jours (du 16 au 18 avril 2020), autour du monde avec une cinquantaine de « speakers » et suivi par plus de 5000 personnes.

⁵⁶ Gaston Berger, *Méthodes et résultats, Prospective n°6*, novembre 1960.

⁵⁷ *2100, Récit du prochain siècle*, Payot, 1992.

Les relations à « l'Autre » qui se sont instaurées dans tous les pays, plus ou moins confinés, vont nécessairement laisser des traces. Cet autre va être objet de méfiance, parce qu'il a été potentiellement contaminant. En même temps, on aura pris des habitudes de coopération et de solidarité.

Il y aura aussi une redéfinition des rapports intergénérationnels, avec les populations âgées durement touchées par le (ou les) virus. Le « vieux » devient objet d'attention, à protéger, y compris contre sa volonté. Et en même temps, il sera le premier sacrifié si on manque de capacités et d'infrastructures de soin. La crise aura, en tout cas, comme vertu importante de reposer la question de la place des personnes âgées et de la grande vieillesse dans nos sociétés, qui avaient tendance à les reléguer à la marge.

Le rapport à l'étranger est aussi plein d'ambiguïté. Voyez en Europe : d'abord on lui a fermé la porte ; ensuite on l'envie ou on l'admire parce qu'il a réussi à contenir l'épidémie ou l'a esquivé. S'il vous a aidé, par exemple en accueillant et soignant vos malades, on l'apprécie, mais s'il freine ensuite pour partager le fardeau de vos dettes, on le critique.

Donc, il y a de l'ambivalence, sinon de la schizophrénie, en germe dans les rapports avec l'Autre, quel qu'il soit.

L'écologie

On a pu craindre un moment que la crise du coronavirus n'interrompe la dynamique qui s'était amorcée en 2018 – 2019 d'intégration forte des valeurs écologiques dans la société française ou à l'échelle européenne. Ce risque n'est toujours pas à écarter si la situation économique devenait catastrophique⁵⁸. Il semble cependant – quelques mois après le début de l'épidémie – que ces préoccupations se trouvent au contraire renforcées – avec une mise en connexion des problèmes de santé et des risques globaux et une valorisation des notions de proximité , , d'ancrage territorial, de circuit court, de relation à la nature, de sobriété, de mobilité alternative, de qualité de vie urbaine , de résilience ... La seconde vague de l'enquête menée par l'Observatoire de la consommation sur « Les perspectives utopiques des français » - comparant l'adhésion à trois utopies différentes comme « l'utopie écologique » , « l'utopie sécuritaire » et « l'utopie « techno libérale » a ainsi montré qu'en juin 2020 la crise n'avait pas modifié la préférence massive pour la première (55%) , mais que celle-ci avait gagné encore plus de suffrages dans les populations jeunes (de 61 à 71%) et les cadres (57 à 68%). Il semble donc qu'un seuil d'adhésion aux valeurs écologiques ait été franchi – au moins pour une partie de la population – et que le coronavirus n'aura fait que conforter cette rupture – rupture confirmée d'une certaine façon, en France, par les récentes élections municipales .

Il n'en reste pas moins que ce sentiment reste profondément ambigu – car, comme le disait François Ewald dans l'Etat Providence ⁵⁹ l'environnement ne divise pas seulement les groupes

⁵⁸ Historiquement l'intérêt pour l'environnement a toujours régressé en période de difficultés économiques.

⁵⁹ François Ewald, L'Etat Providence, Grasset, 1986.

sociaux les uns contre les autres mais les individus à l'intérieur d'eux-mêmes (avec des contradictions non résolues entre différentes formes de bien être personnel, et une prise en compte encore faible du bien commun collectif). Cette ambiguïté est encore plus grande concernant les chemins possibles pour répondre à ces préoccupations devenues dominantes – et, sur ces chemins, la crise n'a pas encore permis de trancher ... même si l'on peut penser que les difficultés économiques favoriseront la voie de « l'économie verte ».

Le corps

L'état du corps devient central dans la psyché des individus. L'obèse est plus vulnérable au virus. De même que le sujet atteint de maladies (diabète, hypertension par exemple). Et le savoir médical a été convoqué par le politique pour gérer la crise et le couvrir dans ses décisions.

Ainsi le médecin devient tout puissant, tandis que le soignant est célébré (y compris l'agent d'entretien de l'hôpital). Une bio politique, au sens de Foucault⁶⁰, va se développer, avec tous les excès de pouvoirs que cela peut comporter. Comment cela va-t-il entrer en résonance, ou en dissonance, avec l'idéologie du « care » ? La notion de « care » a souvent été dévalorisée, mais cette logique de prise en compte de l'autre, du soin qu'on lui apporte s'avère nécessaire en temps de crise.

Les maladies psychologiques créées par les conditions de vie imposées par la lutte contre le virus, comme le stress post traumatique, se répandent. Les familles ont, pour la plupart, mal vécu le confinement prolongé. Les violences intrafamiliales se sont multipliées. Les enfants et adolescents privés d'écoles sont durablement perturbés -- et cela peut avoir des conséquences pour le restant de leurs vies (comme l'ont montré des études sur les épidémies passées). Des cellules psy ont été installées en appui des chefs d'entreprises et des employés en détresse⁶¹.

La spiritualité

Sur le plan spirituel, on assiste à la fois à un repli sur les religions traditionnelles et à un développement des idéologies et des valeurs centrées sur la nature et la science : interrogations sur la nécessaire diversité du vivant et ses conséquences sur les

⁶⁰ Dans ses dernières œuvres il craignait une médicalisation de la société. Voir par exemple, *La Volonté de savoir*.

⁶¹ Mises en place par les CCI en France

comportements humains. Il est probable aussi que de nouvelles philosophies sur le statut de l'humain par rapport à l'univers vont se formuler, avec leurs conséquences éthiques⁶².

Enfin *la relation à la mort va nécessairement être repensée – voir le texte de Evelyne Bertin dans l'Annexe*. Tout a commencé avec cette mort qui a fait brutalement et massivement irruption dans l'ensemble de l'humanité, chacun ou presque craignant d'être atteint quel que soit son statut, sa richesse...Et l'économie mondiale, s'est arrêtée. Et cela, sous l'injonction de pouvoirs, qu'il conviendrait de questionner (*comme le développe également Evelyne Bertin*).

Cette peur de la mort est d'autant plus forte que nos civilisations modernes ont tout fait pour tenir la mort à distance -- en témoignent la réticence à envoyer des hommes sur les champs de batailles, ou l'horreur éprouvée devant des actes terroristes qui souvent tuent relativement peu de gens, mais jouent sur le spectaculaire. Pourtant, si l'on doit vivre avec le virus, il faudra bien accepter l'idée que « la mort fait partie de la vie »⁶³.

6. Des réaménagements géopolitiques

L'Occident, l'Extrême Orient, le Sud

Vu sous l'angle de la pandémie, il semble se dessiner un système mondial tripolaire : l'Occident, violemment et largement touché par le virus et qui a du mal à répondre efficacement, accablé par des centaines de milliers de morts ; l'Asie orientale, d'où est parti le virus, avec la Chine, Taiwan, la Corée, Singapour, le Vietnam et le Japon, beaucoup moins touchés, pour diverses raisons : affectés par les crises du SRAS et du H1N1 dans les années 2000, ils se sont mieux préparés, ils ont des atouts culturels (discipline collective, pragmatisme) qui leur ont permis de mieux se protéger de la contamination, et, peut être, aussi, pour certains comme la Chine, les nombres de personnes atteintes et décédées ont été délibérément minorés; et les pays du Sud, qui sont inégalement affectés par le virus⁶⁴, mais qui, en tout état de cause, seront lourdement impactés par la crise économique mondiale qui s'en suit.

⁶² « Nous faisons l'expérience que la Terre peut se débarrasser de nous avec la plus petite de ses créatures. C'est très libérateur, à certains égards : nous sommes enfin libérés de cette illusion de toute-puissance qui nous oblige à nous imaginer comme le début et la fin de tout événement planétaire, dans le bien comme dans le mal, à nier que la réalité en face de nous soit autonome par rapport à nous ». Propos d'Emmanuèle Coccia dans le cadre d'une conférence organisée par le programme « Chemins de la métamorphose » le 28 avril 2020.

⁶³ Comme le disait une manifestante aux États-Unis, protestant contre le confinement imposé dans certains États.

⁶⁴ Il semble que le virus prospère moins bien dans les zones chaudes et humides du globe. Par ailleurs la population y est plus jeune et moins sensible au virus. Enfin, ayant absorbé de l'anti palud de longue date, elle est peut-être mieux protégée contre le virus.

Nécessairement les pouvoirs entre ces différents pôles vont être redistribués. La Chine qui a déjà contesté la domination américaine devrait tenter d'accentuer son emprise sur le monde. La pression migratoire des pays du sud va s'accroître fortement si les crises sanitaires, économiques et sociales s'aggravent. Dans le même temps, ces peuples pourraient retrouver leurs racines culturelles occultées par la mondialisation aujourd'hui remise en cause.

Enfin l'ensemble des pays vont être impactés de manière très différente non seulement par le coronavirus, mais aussi par ses effets économiques – y compris ceux liés aux prix des matières premières et du pétrole (avec, par exemple en Europe, des pays pratiquement pas touchés par le confinement et d'autres qui se seront très lourdement endettés pour y faire face). On peut craindre que les pays déjà les plus fragiles soient le plus déstabilisés.

Dans le même temps, le désordre géopolitique mondial⁶⁵, qui s'est développé bien avant que ne survienne la pandémie, va s'accroître, du fait du retrait relatif des États-Unis, de l'affrontement entre ce dernier et la Chine, et de l'affaiblissement des institutions internationales comme l'ONU. Un certain nombre de puissances régionales, d'organisations terroristes, et de réseaux maffieux, en profiteront pour étendre leur influence.

⁶⁵ Voir *The Economist*, June 20-26th, 2020, *the New World Disorder, Special report*

Conflits et tensions au Nord

Les États-Unis, touchés au cœur -- avec plus de 20 millions de personnes au chômage, et plus de 120000 morts⁶⁶ (à la mi-juin 2020) —sont victimes des fondamentaux de leur culture et de leur idéologie : individualisme et libéralisme poussés à l'extrême. Il est possible que cette chute s'accompagne d'un affaiblissement du dollar. Après l'élection présidentielle, précédée par une campagne tumultueuse, le pays devrait se remettre en état de marche, dans la discipline et la mobilisation générale, prêts à tout sur les plans monétaire, économique, géopolitique, militaire pour retrouver un leadership. Les États-Unis entraineront les autres pays anglo-saxons derrière eux, après avoir redéfini le rôle et la place de l'État, à l'instar de ce qu'ils ont fait lors de la crise des années 30 et les deux guerres mondiales. Il n'est pas sûr, cependant, que le modèle de société anglo-saxon soit le mieux adapté au type de capitalisme et aux modes de coopération mondiaux qui vont s'instaurer. Les États-Unis et leurs alliés pourraient avoir durablement perdu leur leadership⁶⁷. D'autant que des troubles sociaux et politiques se sont développés avec le resurgissement de la question raciale.

Les anciennes puissances coloniales (États-Unis, France, Royaume Uni, Pays Bas) sont affectées par de violents mouvements de contestation antiracistes. Les inégalités ressenties devant le traitement de la pandémie et ses conséquences sont venues réveiller dans la mémoire des peuples des blessures mal cicatrisées. Les fractures communautaires en sont élargies tandis que les gestes symboliques – comme les déboulonnements et maculations de statues de personnages « colonialistes » -- se multiplient. Des crises politiques s'ajoutent ainsi aux crises sanitaires, économiques et sociales.

L'Europe, qui a affronté la crise en ordre dispersé et réagi avec une certaine lenteur (encart Z), va peut-être en sortir renforcée -- comme, par le passé, quand elle a été confrontée à des défis majeurs ; l'écartèlement entre le Nord « vertueux » et le Sud « laxiste » semble, pour le moment, contenu ; mais s'il s'aggrave, l'Union Européenne sera en péril ; on peut aussi envisager un possible éclatement de l'Euro, en dépit d'actions massives de la BCE.

Encart 7 – L'Europe lente à réagir, mais renforcée ?

L'Europe a réagi avec lenteur à la pandémie. La Commission européenne n'a pas eu à faire face à la crise sanitaire car les questions de santé relèvent des compétences nationales. Elle n'a pas su, cependant, répondre par des aides d'urgence aux pays en détresse sanitaire, l'Italie notamment qui a été secourue... par la Chine et la Russie. Les pays membres ont fermé en désordre et en panique leurs frontières pour enrayer la propagation du virus.

La Banque Centrale Européenne a eu du retard à l'allumage pour appuyer les pays membres face aux difficultés économiques, avant de lancer un programme massif de 750 milliards d'euros. Sous l'impulsion de la France et de l'Allemagne, la Commission Européenne a, de son côté, proposé un plan de 750 milliards d'euros également, qu'elle financera par des emprunts contractés par elle-même, et non par les pays membres, et cela afin de soutenir des projets d'investissements pour

⁶⁶ Ce sont à plus de 80 pour cent des personnes venant des minorités noires et « latinos » (étant plus pauvres, avec plus de comorbidité) !

⁶⁷ Thomas Gomart, *Le Monde* du 8 avril 2020 : « Cette crise est la première d'un monde post-américain ».

moderniser les infrastructures sanitaires, énergétiques ou autres. Ce mécanisme d'emprunt aboutit à une certaine forme de mutualisation des dettes. La Commission Européenne a donc « changé de braquet ». Personne n'aurait parié sur un tel Plan il y a 6 mois. Avoir choisi l'emprunt et organisé des transferts entre pays les plus touchés par la crise sanitaire est une avancée historique. Ce qui continue à susciter des tensions entre pays « frugaux »⁶⁸ et pays « dépensiers ». Le fossé créé par les différences de culture est difficile à combler.

Dans ces circonstances, certains peuples sont enclins à se détourner du projet européen. Une majorité d'Italiens, par exemple, préférerait aujourd'hui quitter l'Europe, suivant l'exemple du Brexit (sondages de fin mai 2020).

La Russie résistera avec ses ressources naturelles, même appauvrie, tandis qu'elle développera les espaces sibériens et arctiques devenus hospitaliers avec le réchauffement climatique ; et elle profitera, comme actuellement, de zones géopolitiques troublées pour y exercer son influence.

Mieux armés face à la situation sanitaire, les pays de l'Asie de l'Est devraient donc sortir renforcés de la situation. La Chine essaye naturellement d'en tirer parti. Comme le souligne la sinologue Alice Ekman⁶⁹, la Chine se présente comme le modèle de sortie de crise en mettant en avant son projet phare « Les nouvelles routes de la soie », rebaptisée « Belt and Road initiative », qui serait le moyen de lutter contre les effets de la crise sanitaire tant économiques que technologiques. C'est en son nom, par exemple, que la Chine a apporté une aide au Kenya et au Pakistan sous forme de dons d'équipements ou de caméras mesurant la température. L'efficacité de cette diplomatie de « l'empathie » n'est, cependant, pas assurée, tant la gestion opaque de la pandémie, depuis son origine, affecte l'image de la puissance chinoise. De plus, si la crise économique mondiale dure longtemps, on ne peut exclure des soubresauts violents à travers le pays, avec des populations en révolte du fait du chômage de masse, mouvements, qui, même réprimés par un pouvoir fort, viendront entraver sa conquête du monde.

Mouvements au Sud

Les civilisations du sud vont nécessairement bouger : soit parce qu'elles seront violemment impactées par le virus, soit par ce qu'elles souffriront de la crise économique et sociale. Dans tous les cas des mouvements vont se produire.

L'Inde, dans une position géographique, géopolitique et culturelle intermédiaire entre le Nord et le Sud, peut continuer à affirmer sa singularité et son poids sur la scène mondiale, si elle ne paye pas un lourd tribut à la pandémie du fait d'infrastructures sanitaires médiocres, et d'une forte densité de population, cause de contagion, dans les grandes villes. Mais celles-ci sont de plus en plus touchées, et les hôpitaux sont de plus en plus débordés.

⁶⁸ *Pays frugaux -Autriche, Danemark, Suède et Pays-Bas- qui sont contre des aides directes et partisans de prêts (à des taux préférentiels).*

⁶⁹ *Alice Ekman « Quand Pékin propose une mondialisation alternative, L'hebdomadaire le 1 du 3 juin 2020 ;*

L'Afrique a semblé, jusqu'ici, relativement épargnée par le virus, mais il se répand progressivement dans un certain nombre de pays (dont les plus peuplés comme l'Afrique du sud et le Nigéria). Le continent risque de beaucoup en souffrir du fait du manque d'infrastructures sanitaires et de la difficulté à confiner les populations, dont une part importante vit dans des bidonvilles ; de plus, tous les pays sont de plus en plus affectés par les crises économiques, sociales et alimentaires ; il ne serait pas étonnant que plus d'un chef d'État soit balayé par les mouvements qui naîtront des crises, débouchant sur des formes inédites de gouvernance, avec un retour au pouvoir des communautés traditionnelles coalisées avec de nouvelles élites, issues de la diaspora universitaire.

Au Moyen Orient, face à la nouvelle donne, on ne peut exclure que le Monde arabe s'unisse face aux dangers – matérialisant l'aspiration à l'Umma qui n'a cessé de le travailler depuis son émergence (il faudrait, sans doute, un nouveau « prophète » pour cela). Mais l'ensemble des pays de la Méditerranée seront extrêmement fragilisés par leur dépendance au tourisme, au prix des matières premières et aux importations alimentaires ; ce qui pourrait renforcer les crises politiques et sociales auxquelles ils sont confrontés depuis plus de 30 ans

L'Amérique latine, avec des pays inégalement affectés par le virus -- le Brésil et le Pérou étant particulièrement touchés -- pourrait retrouver les valeurs de ses « peuples premiers », « primitives » qui la rapprochent de la nature⁷⁰, enracinées dans son inconscient collectif ; mais avec des risques de guerres civiles entre les mouvements populaires qui porteront ces valeurs et les lobbys opposés aux changements.

Une reconfiguration de la mondialisation

Il ne faut pas oublier, derrière les dimensions politiques, les changements de pouvoirs économiques et d'organisation de la production mondiale que pourra entraîner la crise actuelle. On a déjà évoqué les conséquences du renforcement du capitalisme numérique – et ses conséquences sur l'influence des GAFAM ou de leurs équivalents chinois. Selon les scénarios économiques qui se réaliseront et la prise en compte ou pas des aspects écologiques, ce sont aussi tout le système industriel traditionnel qui va être reconfiguré, ainsi que très probablement le secteur financier.

Avec l'attention accrue accordée aux risques de dépendance des différents pays, c'est enfin peut être une nouvelle division internationale du travail qui va se mettre en place venant rééquilibrer le poids pris par la Chine et les Pays d'Asie. Il est probable que la globalisation ne sera pas remise en cause, mais nous allons entrer dans une nouvelle phase de celle-ci... avec des conséquences évidentes sur la distribution des pouvoirs à l'échelle internationale.

Une nouvelle hiérarchie des nations

⁷⁰ Pour Levi Sucre Romero, autochtone BriBri du Costa Rica, et coordinateur de l'Alliance mésoaméricaine des peuples et des forêts, « Le coronavirus dit maintenant au monde ce que nous disons depuis des milliers d'années, à savoir que si nous n'aidons pas à protéger la biodiversité et la nature, nous serons confrontés à cette menace et à d'autres plus graves encore ».

Une nouvelle perception de la puissance d'une nation devrait se faire jour. Les pays qui auront su le mieux faire face à l'épidémie verront leur étoile briller⁷¹ : ainsi la Corée du sud et les pays nordiques dans le monde « développé ». A noter que c'était déjà des « success stories » des décennies passées⁷², et que, de ce point de vue, ils ont simplement confirmé leur rang.

On peut penser, dans cet ordre d'idées, que la notion de « pays puissance dans le monde » pourrait être complétée par la notion de « pays lumière pour le monde »⁷³. Une nation rayonnera alors par ses valeurs, sa culture... une notion qui prolonge l'idée du « soft power »⁷⁴.

7. De multiples crises difficiles à résorber

Un obstacle inattendu s'est dressé devant l'humanité. Elle l'a percuté de plein fouet, surprise, impréparée. Elle en subit déjà des dégâts considérables – en termes de morts, de chômeurs, de pauvres

Sonnée, elle a retrouvé des peurs et des réflexes du « monde d'avant avant » : la peur de la nature et de ses menaces (se rappelant de la Grippe espagnole de 1918), la crainte du chômage de masse (comme dans la crise de 1929)...Et l'État-nation a fait retour comme acteur principal pour protéger les populations....On est aussi revenu, confiné, à des modes de vie d'antan...Tout se passe comme si les décennies qui se sont écoulées depuis la Deuxième guerre mondiale, avec l'épanouissement de la civilisation industrielle puis la mondialisation, avaient été obliérées, occultées par l'irruption du virus.

Ceci s'effacera-t-il avec le retour de la « croissance » ? Certains, réputés visionnaires, le pensent : « Tout restera exactement pareil après ». Non, nous ne réveillerons pas après le confinement dans un nouveau monde. « Ce sera le même en un peu pire », prophétise Houellebecq⁷⁵ (l'écrivain de langue française le plus lu dans le monde). « Le principal résultat sera d'accélérer certaines mutations en cours : l'obsolescence des contacts humains ». Comme si ne resteront du choc subi par l'humanité, en fin de compte, que la distanciation sociale, un peu de télétravail et une forme de dilatation de l'espace – et plutôt avec des conséquences négatives.

⁷¹ Intervention de Bertrand Badie sur Arte le 23 avril 2020.

⁷² Voir Jean-Eric Aubert, *Cultures et Systèmes d'innovation*, Presses des Mines, 2017 ;

⁷³ Concept proposé par Thierry Gaudin pour la France, encline au fil de son histoire à offrir au monde des principes universels (déclaration des droits de l'homme, mètre étalon, mathématiques modernes...).

⁷⁴ Notion théorisée par Paul Nye, expert américain de géopolitique, inspirateur notamment du président Obama.

⁷⁵ Lettre à France Inter, 4 mai 2020.

Mais ce point de vue fait tout de même fi du cortège de crises qui se profile, au-delà de la crise sanitaire dont nous ne sommes pas sortis : économique, sociale, environnementale, sans compter les perturbations politiques et géopolitiques. On peut, sans se tromper, prévoir de fortes et durables turbulences auxquelles aucun pays du monde n'échappera.

Qui plus est, à long terme, *le retour à la situation antérieure semble improbable, comme le prévoit Thierry Gaudin (voir sa note 2 dans l'annexe)* : la population a expérimenté de nouvelles habitudes de vie et de consommation et la poursuite de la croissance n'est pas évidente du fait des limites physiques de la planète. Aussi faut-il s'attendre dans les prochaines décennies à une confrontation difficile entre le « toujours plus » économique et la nécessité de laisser aux générations futures une planète habitable.

Ainsi, nous nous interrogeons, au début de cette note, sur la nature de l'impact de la catastrophe du virus : serait-ce une bifurcation dans la trajectoire de l'humanité ? En définitive, oui probablement ! Nous semblons bien être à un virage du temps. Mais s'il paraît si redoutable à négocier, c'est sans doute que nous sommes aussi à un changement de civilisation. Les signes de dérèglement de celle dans laquelle nous avons vécu depuis la Deuxième guerre mondiale étaient manifestes. Un système économique mondial, alimenté par le « quantitative easing », générateur d'inégalités, et négligent des ressources et des contraintes de la planète, a fait long feu. Il reste à inventer une nouvelle civilisation⁷⁶. Mais, comme dit le poète, « Dans le péril croît aussi ce qui sauve ».

Ce qui sauve ? C'est l'expérience de multiples solidarités qui se sont manifestées au niveau planétaire, comme au niveau local. C'est la vision de grands projets pour faciliter la transition écologique au plan mondial ou européen. C'est l'aspiration du grand nombre à de nouveaux modes de vie plus équilibrés, plus égalitaires, et plus respectueux de la nature, et à d'autres façons d'habiter la planète. Ce qui sauve ? C'est l'attention à ce qui est fragile et à la vulnérabilité. Ce qui sauve ? C'est de garder notre imaginaire vif et alerte. Et, à n'en pas douter, la crise du coronavirus est venue le secouer.

Comme indiqué en présentant ce texte, nous avons fait un inventaire succinct des traces que laissera potentiellement sur l'humanité la catastrophe sanitaire de la Covid (catastrophe qui pourrait se prolonger). Il s'agira, dans une prochaine étape, d'identifier les traces qui semblent les plus irréversibles et les plus structurantes pour l'avenir, et d'élaborer, sur ces bases, des scénarios – c'est-à-dire des récits crédibles -- sur l'évolution à long terme de l'humanité.

⁷⁶ Comme le reformule Edgar Morin, dans son dernier ouvrage, écrit suite à la pandémie en tirant les leçons et en exposant les défis, « Changer de voie », juin 2020.